

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre du Commerce extérieur, le 21 mars 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "relatif au renforcement de l'efficacité des instruments de soutien financier à l'exportation pris en application de l'article 3, 6°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne", a donné le 21 avril 1997 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 21 maart 1997 door de Minister van Buitenlandse Handel verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de versterking van de doeltreffendheid van de instrumenten voor financiële steun aan de export genomen met toepassing van artikel 3, 6°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie", heeft op 21 april 1997 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. L'arrêté en projet, pris en exécution de l'article 3 de la loi du 26 juillet 1996, doit satisfaire aux conditions fixées à l'article 2, § 1er, de celle-ci, c'est-à-dire tendre à la réalisation des conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

Ni l'inspecteur des finances, ni le Ministre du Budget ne donnent d'explications précises sur ce point et le rapport au Roi est, lui-même, pour le moins succinct.

Invité à compléter l'information du Conseil d'Etat à ce sujet, le délégué du ministre a fourni la justification suivante :

"...

Il faut également indiquer que selon les circonstances du projet soutenu, il peut être intéressant, en termes de coûts budgétaires, d'intervenir, pour un même effet global, avec un instrument plutôt qu'avec l'autre et vice versa. Réunir les organismes décisionnels relatifs aux deux instruments permettra d'orienter le projet vers le mécanisme de soutien le moins coûteux, à condition équivalentes. C'est l'objectif d'allocation plus efficace des moyens visé par la création d'un comité unique pour les deux instruments, prévue à l'article 3 du projet.

Outre ces effets directs, il est clair que ces dispositions auront également une série d'effets indirects (effet positif sur l'économie découlant d'un meilleur soutien au commerce extérieur).".

.../...

Le rapport au Roi doit être revu, notamment à la lumière de ces explications.

2. Ainsi qu'il ressort du rapport au Roi, de l'intitulé et du préambule, le texte en projet se donne pour fondement légal l'article 3, § 1er, 6°, de la loi du 26 juillet 1996 précitée.

Cette disposition autorise le Roi à prendre des mesures pour opérer la suppression, la transformation, la réorganisation ou la fusion des organismes d'intérêt public, des établissements publics relevant de l'Etat, ainsi que de toute institution de droit belge sur laquelle l'Etat exerce un contrôle ou dans laquelle il détient une participation majoritaire, et pour en améliorer le fonctionnement, l'organisation, la gestion et l'activité, ainsi qu'en renforcer le contrôle.

En ce qui concerne les articles 1er et 2 du projet, leur fondement juridique ne peut cependant être trouvé que dans le 1° du paragraphe 1er dudit article 3, qui autorise le Roi à "fixer, adapter ou diminuer le montant, les conditions et les modalités d'octroi des subventions, indemnités, allocations et autres dépenses".

Il s'ensuit que, dans l'intitulé et dans l'alinéa 1er du préambule, cette disposition de la loi de 1996 doit également être visée.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERESIntitulé

Il est renvoyé à la seconde observation générale qui vient d'être faite.

On écrira donc : "... de l'article 3, § 1er, 1º et 6º, de la loi du 26 juillet 1996 ...".

Le même rédaction vaut pour l'alinéa 1er du préambule.

Préambule

1. L'alinéa 2 s'écrira :

"Vu la loi du 3 juin 1964 modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du ducroire et autorisant le Ministre des Finances et le Ministre qui a les relations commerciales extérieures dans ses attributions, à consentir des prêts à des Etats ou à des organismes étrangers, notamment le chapitre III, inséré par l'arrêté royal n°6 du 18 avril 1967 et modifié notamment par l'arrêté royal n° 51 du 24 octobre 1967 et la loi du 23 juin 1975;"

.../...

2. On introduira deux nouveaux alinéas visant respectivement, avec l'indication de leur date, l'avis de l'inspecteur des finances et l'accord du Ministre du Budget.

3. A la suite de l'alinéa 4, on insérera un nouvel alinéa rédigé comme suit :

"Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3bis, § 1er, inséré par la loi du 4 août 1996;"

Dispositif

Article 1er

On utilisera une terminologie identique aux articles 1er et 2; on remplacera donc les mots "A concurrence du montant des crédits" par les mots "Dans la limite des crédits" et on usera des mêmes termes pour identifier le Ministre du Commerce extérieur.

Article 3

On écrira "... sur la base des articles 1er et 2 ...", non "sur base des articles 2 et 3 du présent arrêté ...".

.../...

Article 4

Dans la mesure où cette disposition ne désigne pas "l'organisme public spécialisé", auquel peut être confiée la gestion des risques de change et d'intérêt liés à l'exercice des compétences prévues aux articles 2 et 3, le Roi s'octroie une habilitation indéterminée dans le temps et dont, partant, Il pourrait user au-delà du terme fixé par l'habilitation générale que Lui accorde la loi du 26 juillet 1996.

L'article doit, en conséquence, soit être omis, soit être entièrement revu.

Article 5

Cet article sera rédigé comme suit :

"Art. 5 Sont abrogés, dans la loi du 3 juin 1964 modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du ducroire et autorisant le Ministre des Finances et le Ministre qui a les relations commerciales extérieures dans ses attributions, à consentir des prêts à des Etats ou à des organismes étrangers :

- 1° l'article 8, inséré par l'arrêté royal n° 6 du 18 avril 1967;

.../...

- 2° l'article 9, inséré par l'arrêté royal du 18 avril 1967 et modifié par l'arrêté royal n° 51 du 24 octobre 1967 et la loi du 23 juin 1975." (1).

Article 6

On écrira :

"Art. 6 Notre Ministre des Finances et Notre Ministre du Commerce extérieur sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté."

Article 7

Le texte néerlandais de cet article devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

(1) On observe que les articles 5bis, 6 et 7 de la loi du 3 juin 1964 ainsi que l'article 3 de l'arrêté royal n° 51 du 24 octobre 1967 n'ont plus d'objet. Il serait souhaitable d'abroger ces dispositions dans la loi de confirmation.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het ontworpen besluit, dat wordt uitgevaardigd ter uitvoering van artikel 3 van de wet van 26 juli 1996, dient te voldoen aan de voorwaarden die zijn bepaald in artikel 2, § 1, van deze wet, dit wil zeggen dat het moet strekken tot de realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

Noch de inspecteur van financiën, noch de Minister van Begroting geven in dit verband duidelijke uitleg, en het verslag aan de Koning is op zijn minst bondig.

De gemachtigde van de minister werd verzocht ter zake de informatie van de Raad van State aan te vullen en heeft de volgende verantwoording gegeven :

"...

Il faut également indiquer que selon les circonstances du projet soutenu, il peut être intéressant, en termes de coûts budgétaires, d'intervenir, pour un même effet global, avec un instrument plutôt qu'avec l'autre et vice versa. Réunir les organismes décisionnels relatifs aux deux instruments permettra d'orienter le projet vers le mécanisme de soutien le moins coûteux, à condition équivalentes. C'est l'objectif d'allocation plus efficace des moyens visé par la création d'un comité unique pour les deux instruments, prévue à l'article 3 du projet.

Outre ces effets directs, il est clair que ces dispositions auront également une série d'effets indirects (effet positif sur l'économie découlant d'un meilleur soutien au commerce extérieur).".

.../...

Het verslag aan de Koning dient te worden herzien, meer bepaald in het licht van die uitleg.

2. Zoals blijkt uit het verslag aan de Koning, het opschrift en de aanhef, wordt in de ontworpen tekst artikel 3, § 1, 6°, van de voormelde wet van 26 juli 1996 als rechtsgrond opgegeven.

Die bepaling machtigt de Koning maatregelen te nemen om over te gaan tot de opheffing, de omvorming, de reorganisatie of de samensmelting van de instellingen van openbaar nut, de openbare instellingen die afhangen van de Staat en elke instelling naar Belgisch recht waarover de Staat controle uitoefent of waarin de Staat een meerderheidsparticipatie heeft, om de werking, de organisatie, het beheer en de activiteit ervan te verbeteren en om de controle erop te versterken.

De rechtsgrond van de artikelen 1 en 2 van het ontwerp kan slechts worden gevonden in het voormelde artikel 3, § 1, 1°, dat de Koning machtigt "het bedrag, de voorwaarden en de wijze van toekennen van de subsidies, vergoedingen, uitkeringen en andere uitgaven vast te stellen, aan te passen of te verlagen".

Daaruit vloeit voort dat die bepaling van de wet van 1996 eveneens dient te worden vermeld in het opschrift en in het eerste lid van de aanhef.

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Opschrift

Er wordt verwezen naar de zoëven gemaakte tweede algemene opmerking.

Men schrijve dus : "... van artikel 3, § 1, 1^o en 6^o, van de wet van 26 juli 1996 ...".

Het eerste lid van de aanhef dient op de dezelfde wijze te worden gesteld.

Aanhef

1. Het tweede lid schrijve men als volgt :

"Gelet op de wet van 3 juni 1964 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 42 van 31 augustus 1939 houdende reorganisatie van de Nationale Delcreditedienst en tot machtiging van de Minister van Financiën en van de Minister die de buitenlandse handelsbetrekkingen in zijn bevoegdheid heeft, leningen aan Staten of buitenlandse organismen toe te staan, inzonderheid op hoofdstuk III, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 6 van 18 april 1967 en gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 51 van 24 oktober 1967 en bij de wet van 23 juni 1975;"

.../...

2. Men voege twee nieuwe leden in, welke respectievelijk betrekking hebben op het advies van de inspecteur van financiën en de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, met vermelding van de datum ervan.

3. Na het vierde lid voege men een nieuw lid in, luidend :

"Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3bis, § 1, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996;".

Bepalend gedeelte

Artikel 1

Men gebruike een identieke terminologie in de artikelen 1 en 2; in artikel 1 schrijve men dus eveneens "Voor zover daartoe kredieten zijn uitgetrokken op de begroting van ..." en in de Franse tekst gebruike men telkens dezelfde bewoordingen om de Minister van Buitenlandse Handel aan te geven.

Artikel 3

Men vervange de woorden "op grond van artikel 2 en 3 van dit besluit" door de woorden "op grond van de artikelen 1 en 2".

.../...

Artikel 4

Aangezien "de gespecialiseerde openbare instelling" waaraan het beheer van de wisselkoers- en interestrisico's die verbonden zijn aan de uitoefening van de in artikel 2 en 3 bepaalde bevoegdheden kan worden toevertrouwd niet in die bepaling wordt aangegeven, verleent de Koning zichzelf een machtiging die niet beperkt is in de tijd en waarvan hij derhalve gebruik zou kunnen maken na het verstrijken van de termijn welke is vastgesteld bij de algemene machtiging die Hem wordt toegekend bij de wet van 26 juli 1996.

Bijgevolg moet het artikel worden weggelaten of in zijn geheel worden herzien.

Artikel 5

Men schrijve dit artikel als volgt :

"Art. 5 In de wet van 3 juni 1964 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 42 van 31 augustus 1939 houdende reorganisatie van de Nationale Delcrederedienst en tot machtiging van de Minister van Financiën en van de Minister die de buitenlandse handelsbetrekkingen in zijn bevoegdheid heeft, leningen aan Staten of buitenlandse organismen toe te staan, worden opgeheven :

1º artikel 8, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 6 van 18 april 1967;

.../...

2º artikel 9, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 april 1967 en gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 51 van 24 oktober 1967 en bij de wet van 23 juni 1975." (1).

Artikel 6

Men schrijve :

"Art. 6 Onze Minister van Financiën en onze Minister van Buitenlandse Handel zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit."

Artikel 7

Men schrijve :

"Art. 7 Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt".

(1) Er zij opgemerkt dat de artikelen 5bis, 6 en 7 van de wet van 3 juni 1964 en artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 51 van 24 oktober 1967 doelloos zijn geworden. Het zou wenselijk zijn die bepalingen te doen vervallen in de bekrachtigingswet.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

C.-L. CLOSSET,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,

J.-M. FAVRESSE,

assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. J. REGNIER, premier auditeur.
La note du Bureau de coordination
a été rédigée et exposée par
Mme G. JOTTRAND, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. J. REGNIER, eerste
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opge-
steld en toegelicht door
Mevr. G. JOTTRAND, adjunct-refe-
rendaris.

La concordance entre la ver-
sion française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous
le contrôle de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

C.-L. CLOSSET